

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 21/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société des Carrières de La Menudelle**

B.P. 80011  
13310 Saint-Martin-de-Crau

Références : D00806-2023/LRAR N°1A 194 569 0785 6  
Code AIOT : 0006401327

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement Société des Carrières de La Menudelle implanté La Ménudelle BP 80011 13551 Saint-Martin-de-Crau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société des Carrières de La Menudelle
- La Ménudelle BP 80011 13551 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006401327
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières de la Ménudelle, dont le siège social est situé 7 RUE AUGUSTE MAQUET 75016 PARIS , est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " la Ménudelle" sur la commune de Saint Martin de Crau (13 310). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004-83 C du 18 janvier 2005, modifié notamment par l'APC n°2012-41C du 30 janvier 2012 et l'APC n°2022-286-PC du 27 janvier 2023.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle inopiné des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	critères d'acceptation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté une non-conformité au cours de cette visite. L'inspection des Installations Classées propose à monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/01/2023, relatif aux critères d'acceptation des déchets extérieurs au site, mis en remblais dans le cadre de la remise en état de la carrière.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : critères d'acceptation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article 2	
Thème(s) : Risques chroniques, critères d'acceptation des déchets	
<b>Prescription contrôlée :</b> ANNEXE II : Critères à respecter pour l'admission de terres issues d'un processus de décontamination :	
1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter : Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.	
PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4

Chlorure (1)	2 400
Fluorure	10
Sulfate (1)	3 000 (2)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	12 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs de 800 mg/kg en chlorure et 1 000 mg/kg en sulfate, soit le seuil de 4 000 mg/kg pour la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(1) Pour les sols, une valeur de 50 000 mg/kg est admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

## Constats :

L'inspection des installations classées a effectué, le 25 octobre 2023, un contrôle inopiné de la qualité des déchets utilisés pour le remblaiement de la carrière, accompagné d'un laboratoire spécialisé qui a effectué les prélèvements, puis les analyses des échantillons.

10 échantillons ont été prélevés le jour du contrôle, au niveau des terres issues d'un processus de décontamination, placées en fond du casier de stockage. Ces prélèvements ont été répartis de la façon suivantes :

- 3 prélèvements, dénommés E1, E2 et E5, ont été effectués sur les déchets apportés récemment et non encore régaliés ni compactés ;
- 1 prélèvement, dénommé E3, a été effectué directement sur les déchets apportés par camion le jour même de l'inspection (déchets apportés par la société OGD à 10h30, par le camion immatriculé EA-206-BC) ;
- 6 prélèvements, dénommés E4, E6 à E10, effectués sur les déchets apportés sur la période juin 2023 / octobre 2023.

Un double de chaque échantillon a été remis à l'exploitant à l'issue du contrôle.

Le laboratoire a établi un rapport à la suite de ce contrôle, référencé n°2023S82-V1 en date du 30 novembre 2023. Ce rapport mentionne que, parmi les 10 échantillons prélevés sur la zone en cours de remblaiement, 8 présentent des non-conformités par rapport aux seuils définis dans l'arrêté préfectoral n°2022-286-PC, en date du 27 janvier 2023 :

- l'échantillon E6 est non-conforme sur les analyses physico-chimiques avec une concentration en plomb sur éluât de 0,62 mg/kg (pour un seuil à 0,5 mg/kg) ;
- les échantillons E1, E2, E3, E5 et E7 sont jugés non-conformes, sur les analyses physico-chimiques avec un dépassement simultané en sulfates (respectivement, 3 350 / 7 500 / 3 050 / 4 840 / 10 400 mg/kg pour un seuil à 3 000 mg/kg) et de la fraction soluble (respectivement, 4 390 / 10 400 / 4 960 / 6 900 / 40 000 mg/Kg pour un seuil à 4 000 mg/Kg lorsque la teneur en sulfates dépasse 3 000mg/kg) ;
- les échantillons E8 et E9 sont jugés non-conformes sur les analyses physico-chimiques avec une concentration respective en hydrocarbures de 1 350 et 610 mg/kg (pour un seuil à 500 mg/kg).



zone de prélèvement au niveau des déchets apportés sur la période juin 2023 / octobre 2023  
(prélèvements E4, E6 à E10)





zone de prélèvement au niveau des déchets apportés le 25 octobre 2023 (prélèvement E3)



zones de prélèvement au niveau des déchets apportés récemment (prélèvements E1, E2 et E5)

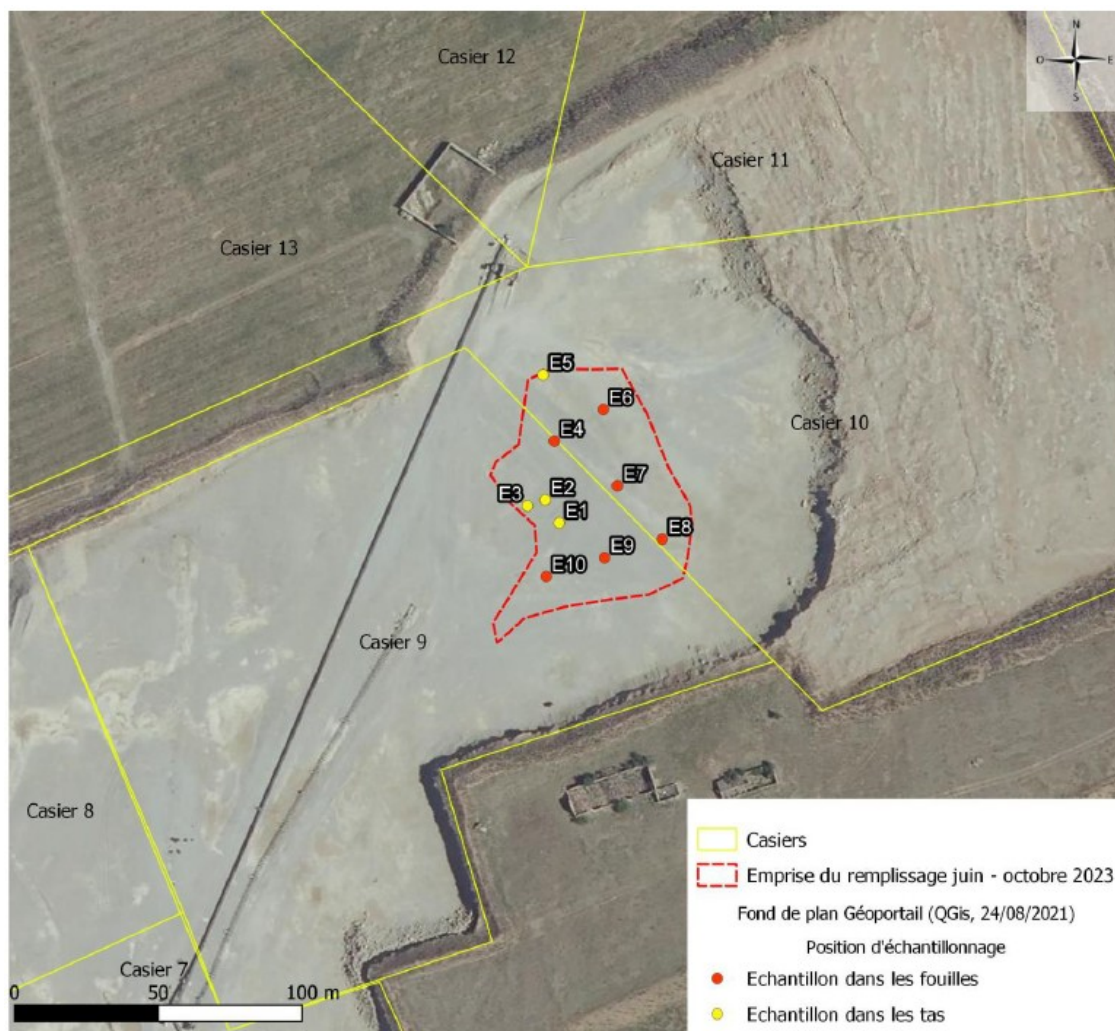


Figure 6 : plan d'échantillonnage initial

#### Localisation des prélèvements (extrait du rapport de la société CISMA)

**Observations :** l'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les critères d'acceptation des déchets externes accueillis pour le remblaiement du site, fixés par l'article 2 de l'arrêté du 27 janvier 2023 pour les terres issues d'un processus de décontamination.

Afin de démontrer le respect des dispositions de la mise en demeure, l'exploitant transmettra un descriptif des actions correctives et préventives mises en place, afin de s'assurer du respect des valeurs limites applicables aux terres reçues et plus particulièrement aux terres issues d'un processus de décontamination. En outre, ce plan d'actions devra comprendre, d'une part, une analyse des dysfonctionnements ayant conduit à recevoir des déchets non-conformes et, d'autre part, des mesures visant à renforcer la procédure d'acceptation préalable (exemples : renforcement des fréquences d'échantillonnage pour caractériser les déchets avant apport sur site, contrôles in situ réguliers de la conformité des déchets réceptionnés,...). Les actions correctives et préventives idoines seront intégrées dans une mise à jour de la procédure d'acceptation préalable.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant d'intégrer ces données dans l'analyse complémentaire, demandée à la suite de l'inspection du 21 septembre 2023 : en particulier, la valeur maximale en hydrocarbures mesurée (1350 mg/kg) devra être prise en compte dans l'argumentaire visant à justifier du caractère enveloppe du terme source pris en compte pour les polluants organiques dans l'étude de 2011 (concentration de 10 mg/L pour aromatique C12C16 et 0,01 mg/L pour aliphatique C12C16).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois